

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2011 — 2543

[2011/204757]

8 SEPTEMBRE 2011. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 5bis du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, notamment l'article 5bis tel qu'inséré par le décret du 14 juillet 2011;

Vu le décret du 14 juillet 2011 portant modification du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne, notamment l'article 5,

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 mars 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 2011;

Vu l'avis 50.162/2/V du Conseil d'Etat, donné le 29 août 2011, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, dans un délai ne dépassant pas trente jours;

Considérant que le présent arrêté vise à transposer la Directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires;

Que le délai de transposition de cette directive expire le 15 mars 2011;

Considérant qu'il convient donc d'adopter et de faire entrer en vigueur le texte proposé dans les plus brefs délais, pour éviter une mise en demeure de la Région wallonne par la Commission européenne et la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne;

Considérant la Communication de la Commission, du 9 décembre 2005, « Lignes directrices sur le financement des aéroports et les aides d'Etat au démarrage pour les compagnies aériennes au départ d'aéroports régionaux »;

Sur la proposition du Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose la Directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuaires.

Art. 1^{er}bis. Le présent arrêté est applicable à tout aéroport ouvert au trafic commercial et dont le trafic annuel dépasse cinq millions de mouvements de passagers.

CHAPITRE II. — Modalités d'établissement des redevances aéroportuaires

Section I^{re}. — Non-discrimination

Art. 2. Les redevances aéroportuaires ne peuvent pas entraîner de discrimination entre les usagers d'aéroport.

Les redevances aéroportuaires peuvent toutefois être modulées pour des motifs d'intérêt public et d'intérêt général, y compris d'ordre environnemental, sur la base de critères pertinents, objectifs et transparents définis par le concessionnaire.

Section II. — Différenciation des services

Art. 3. § 1^{er}. Le concessionnaire peut faire varier la qualité et le champ de certains services, terminaux ou éléments de terminaux de l'aéroport dans le but d'offrir des services personnalisés ou de dédier un terminal ou élément de terminal à un usage particulier.

Le niveau des redevances aéroportuaires peut être différencié en fonction de la qualité et du champ de ces services et de leurs coûts ou de toute autre justification objective et transparente.

§ 2. Le concessionnaire donne accès à ces services personnalisés, à ce terminal ou cet élément de terminal à tout usager d'aéroport souhaitant les utiliser.

Si le nombre d'usagers d'aéroport souhaitant avoir accès aux services personnalisés et/ou à un terminal ou élément de terminal dédié à un usage particulier est supérieur au nombre d'usagers possible en raison de contraintes de capacité, l'accès est déterminé sur la base de critères pertinents, objectifs, transparents et non-discriminatoires fixés par le concessionnaire.

*CHAPITRE III. — Consultation des usagers d'aéroport**Section I^{re}. — Consultation annuelle relative
à l'application du système et au niveau des redevances aéroportuaires*

Art. 4. § 1^{er}. Pour le 1^{er} octobre de chaque année, les usagers d'aéroport concernés fournissent au concessionnaire les informations suivantes :

- 1° les prévisions de trafic dans les trois prochaines années;
- 2° les prévisions quant à la composition et l'utilisation envisagée de leur flotte;
- 3° leurs projets de développement à l'aéroport considéré; et
- 4° leurs besoins dans l'aéroport considéré.

§ 2. Au plus tard trois mois après la réception des informations visées au paragraphe précédent, le concessionnaire fournit aux usagers d'aéroport concernés, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique, des informations sur les éléments servant de base à la détermination du système ou du niveau de toutes les redevances perçues. Ces informations comprennent au minimum :

- 1° une liste des différents services et infrastructures fournis en contrepartie de la redevance aéroportuaire perçue;
- 2° la méthodologie utilisée pour fixer les redevances aéroportuaires;
- 3° la structure d'ensemble des coûts liés aux installations et aux services auxquels les redevances aéroportuaires se rapportent;
- 4° les recettes des différentes redevances et le coût total des services couverts par celles-ci;
- 5° tout financement par les pouvoirs publics des installations et services auxquels se rapportent les redevances aéroportuaires;
- 6° les prévisions concernant la situation de l'aéroport en matière de redevances, l'évolution du trafic ainsi que les investissements proposés;
- 7° l'utilisation réelle de l'infrastructure et de l'équipement aéroportuaires au cours d'une période donnée; et
- 8° le résultat attendu de tout investissement majeur proposé quant à ses effets sur la capacité aéroportuaire.

§ 3. Les usagers d'aéroport concernés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception des informations visées au paragraphe précédent pour remettre leur avis au concessionnaire, par envois recommandés.

A défaut pour un usager d'aéroport d'émettre son avis dans le délai visé à l'alinéa précédent, le système et le niveau des redevances aéroportuaires sont réputés acceptés par l'usager d'aéroport.

§ 4. Les usagers concernés et le concessionnaire sont tenus à la confidentialité des informations reçues dans le cadre de cette consultation. Un accord de confidentialité est signé à cette fin par le concessionnaire et les usagers d'aéroport concernés.

Art. 5. Au cours de cette consultation, le concessionnaire et les usagers d'aéroport peuvent également, s'il y a lieu, engager des négociations en vue de conclure un accord de niveau de service en ce qui concerne la qualité du service fourni dans l'aéroport. Tout accord de niveau de ce type détermine le niveau de service à fournir par le concessionnaire en tenant compte du système ou du niveau réel des redevances aéroportuaires et du niveau de service auquel ont droit les usagers d'aéroport en contrepartie des redevances aéroportuaires.

Section II. — Consultation relative aux nouveaux projets d'infrastructures

Art. 6. Le concessionnaire soumet pour avis aux usagers d'aéroport, par envois recommandés, les plans relatifs aux nouveaux projets d'infrastructures susceptibles d'avoir un impact sur les redevances aéroportuaires.

Les usagers d'aéroport disposent d'un délai de quinze jours à compter de la réception des plans pour émettre leur avis sur ceux-ci au concessionnaire, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie électronique.

A défaut pour un usager d'aéroport d'émettre son avis dans le délai visé à l'alinéa précédent, son avis est réputé favorable.

*CHAPITRE IV. — Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie**Section I^{re}. — Composition*

Art. 7. § 1^{er}. L'Autorité est composée des membres effectifs suivants :

- 1° un membre désigné par le Ministre-Président;
- 2° un membre désigné par le Ministre qui a le Budget dans ses attributions;
- 3° un membre désigné par le Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions;
- 4° un représentant du Service public de Wallonie désigné par le directeur général de la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques.

Le membre visé au 3° de l'alinéa précédent assure la présidence de l'Autorité aéroportuaire de supervision indépendante de Wallonie.

§ 2. Un membre suppléant est désigné pour chaque membre effectif.

Le membre suppléant peut assister comme observateur aux séances durant lesquelles le membre effectif est présent.

§ 3. Le secrétariat de l'Autorité est assuré par la Direction générale opérationnelle Mobilité et Voies hydrauliques du Service public de Wallonie.

Art. 8. La désignation vaut pour une période de cinq ans. Les mandats sont renouvelables.

Section II. — Fonctionnement

Art. 9. L'Autorité a son siège à Namur.

Art. 10. L'Autorité ne délibère valablement que si la majorité de ses membres effectifs ou suppléants est présente.

Les décisions de l'Autorité sont adoptées à la majorité simple des voix des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

Le président et les autres membres de l'Autorité sont tenus au secret des délibérations et à la confidentialité des informations reçues dans le cadre de leur mission.

Art. 11. L'Autorité établit, dans son règlement d'ordre intérieur, les modalités complémentaires de son fonctionnement.

Section III. — Procédure de recours devant l'Autorité

Art. 12. § 1^{er}. Tout usager d'aéroport peut saisir l'Autorité d'un recours dans les quinze jours de la publication au *Moniteur belge* de la décision du concessionnaire portant modification du système ou du niveau des redevances aéroportuaires.

Le recours devant l'Autorité a un effet suspensif.

A défaut de recours dans ce délai, la décision du concessionnaire est définitive.

§ 2. Le recours est formé par requête adressée à l'Autorité par envoi recommandé.

La requête énonce :

- 1° l'identité et le domicile de l'utilisateur d'aéroport;
- 2° l'identité et le siège du concessionnaire concerné;
- 3° l'objet du recours;
- 4° les moyens du recours.

L'utilisateur d'aéroport produit, en outre, en annexe à sa requête, toutes pièces qu'il juge utiles pour l'examen du recours.

Art. 13. § 1^{er}. Dans les dix jours de la réception de la requête, l'Autorité adresse à l'utilisateur d'aéroport un accusé de réception, transmet copie du recours au concessionnaire concerné et requiert du concessionnaire et, le cas échéant, de l'utilisateur, la communication des pièces du dossier et de tous renseignements et documents qu'elle juge utiles.

L'utilisateur d'aéroport dispose d'un délai de dix jours pour transmettre les renseignements demandés à l'Autorité. Si, au terme de ce délai, l'utilisateur d'aéroport n'a pas transmis les renseignements demandés, le recours est rejeté.

§ 2. Le concessionnaire concerné transmet au secrétaire copie des pièces, renseignements, documents ou données demandés, dans les quinze jours de la demande, en y joignant, le cas échéant, une note d'observations portant notamment sur l'entrée en vigueur de la modification des redevances aéroportuaires.

Art. 14. L'Autorité prend, au plus tard quatre semaines après réception de la requête, une décision provisoire sur l'entrée en vigueur de la modification des redevances aéroportuaires, à moins que la décision définitive puisse être prise dans le même délai.

La décision provisoire sur l'entrée en vigueur de la modification des redevances aéroportuaires est notifiée à l'utilisateur d'aéroport et au concessionnaire concerné.

Art. 15. L'utilisateur et le concessionnaire sont invités à prendre connaissance du dossier dans les locaux de l'Autorité.

Art. 16. L'Autorité siège à huit clos.

Elle convoque l'utilisateur d'aéroport et le concessionnaire concerné pour une audition. Ceux-ci peuvent se faire représenter ou assister par une personne de leur choix.

L'Autorité peut entendre tout expert qu'elle juge utile de consulter. Elle peut aussi exiger de l'utilisateur d'aéroport ou du concessionnaire la communication de pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles, dans lequel cas l'utilisateur et le concessionnaire sont invités à en prendre connaissance dans les locaux de l'Autorité, à formuler leurs observations dans le délai déterminé par l'Autorité et à une nouvelle audition.

Art. 17. L'Autorité prend sa décision définitive motivée dans les deux mois de la réception de la requête. Ce délai peut être prolongé de deux mois dans des cas exceptionnels et dûment justifiés.

L'Autorité prend sa décision définitive au regard des principes et critères définis à l'article 2 et au regard de l'ensemble des documents fournis par les parties.

La décision définitive est notifiée à l'utilisateur d'aéroport et au concessionnaire concerné.

CHAPITRE V. — Dispositions finales

Art. 18. L'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 portant fixation des redevances à percevoir pour l'utilisation des aéroports relevant de la Région wallonne est abrogé.

Art. 19. Le Ministre qui a les Aéroports dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 20. Le décret du 14 juillet 2011 portant modification du décret du 23 juin 1994 relatif à la création et à l'exploitation des aéroports et aérodromes relevant de la Région wallonne entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 21. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 8 septembre 2011.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2011 — 2543

[2011/204757]

8. SEPTEMBER 2011 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung des Artikels 5bis des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb der Flughäfen und Flugplätze, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, insbesondere des Artikels 5bis, in seiner durch das Dekret vom 14. Juli 2011 eingefügten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 14. Juli 2011 zur Abänderung des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, insbesondere des Artikels 5;

Aufgrund des am 2. März 2011 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 31. März 2011 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 29. August 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 50.162/2/V des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

In der Erwägung, dass durch den vorliegenden Erlass die Richtlinie 2009/12/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 über Flughafenentgelte umgesetzt werden soll;

Dass die Frist der Umsetzung dieses Erlasses am 15. März 2011 abläuft;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, den vorgeschlagenen Gesetzestext schnellstmöglich zu verabschieden und in Kraft treten zu lassen, um eine von der Europäischen Kommission an die Wallonische Region gerichtete Mahnung und eine Befassung des Gerichtshofes der Europäischen Union zu verhindern;

In Erwägung der Mitteilung der Europäischen Kommission vom 9. Dezember 2005 "Gemeinschaftliche Leitlinien für die Finanzierung von Flughäfen und die Gewährung staatlicher Anlaufbeihilfen für Luftfahrtunternehmen auf Regionalflughäfen";

Auf Vorschlag des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/12/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 11. März 2009 über Flughafenentgelte umgesetzt.

Art. 1bis - Der vorliegende Erlass ist auf jeden Flughafen anwendbar, der für den gewerblichen Verkehr geöffnet ist und jährlich mehr als fünf Millionen Fluggastbewegungen aufweist.

KAPITEL II — *Modalitäten zur Festlegung der Flughafenentgelte**Abschnitt I — Nichtdiskriminierung*

Art. 2 - Die Flughafenentgelte dürfen keine Diskriminierung zwischen den Flughafenutzern zur Folge haben.

Die Flughafenentgelte können jedoch aus Gründen öffentlichen und allgemeinen Interesses, einschließlich in Bezug auf die Umwelt, auf der Grundlage geeigneter, objektiver und transparenter Kriterien, die von dem Konzessionär festgelegt werden, moduliert werden.

Abschnitt II — Differenzierung der Dienstleistungen

Art. 3 - § 1. Der Konzessionär kann Qualität und Umfang bestimmter Flughafendienstleistungen, Abfertigungsgebäude oder Teile von Abfertigungsgebäuden variieren, um bedarfsgerechte Dienstleistungen erbringen oder ein besonders zugewiesenes Abfertigungsgebäude oder einen besonders zugewiesenen Teil eines Abfertigungsgebäudes bereitstellen zu können.

Die Flughafenentgelthöhe kann entsprechend der Qualität und dem Umfang dieser Dienstleistungen und ihren Kosten oder einer anderen objektiven und transparenten Begründung differenziert werden.

§ 2. Der Konzessionär ermöglicht allen Flughafenutzern, die die bedarfsgerechten Dienstleistungen oder das Abfertigungsgebäude oder den Teil eines Abfertigungsgebäudes nutzen wollen, deren Zugang.

Falls mehr Flughafenutzer Zugang zu den bedarfsgerechten Dienstleistungen und/oder einem besonders zugewiesenen Abfertigungsgebäude oder Teil eines Abfertigungsgebäudes wünschen, als aufgrund von Kapazitätsbeschränkungen Zugang erhalten können, ist der Zugang auf der Grundlage geeigneter, objektiver, transparenter und nicht diskriminierender Kriterien festzulegen, die vom Konzessionär bestimmt werden.

KAPITEL III — *Konsultation der Flughafenutzer*

Abschnitt I — Jährliche Konsultation bezüglich der Durchführung der Regelung und der Flughafenentgelte

Art. 4 - § 1. Bis zum 1. Oktober eines jeden Jahres liefern die betroffenen Flughafenutzer dem Konzessionär folgende Informationen:

1° das voraussichtliche Verkehrsaufkommen in den nächsten drei Jahren;

2° die voraussichtliche Zusammensetzung und der beabsichtigte Einsatz ihrer Flotte;

3° die geplante Ausweitung ihrer Tätigkeit auf dem betreffenden Flughafen; und

4° die Anforderungen an den betreffenden Flughafen.

§ 2. Spätestens drei Monate nach Erhalt der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Informationen stellt der Konzessionär den betroffenen Flughafennutzern per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder auf elektronischem Wege Informationen über die Komponenten bereit, die der Festlegung der Flughafenentgeltregelung oder der Höhe aller erhobenen Entgelte zugrunde liegen. Diese Informationen umfassen mindestens:

- 1° ein Verzeichnis der verschiedenen Dienstleistungen und Infrastrukturen, die im Gegenzug für das erhobene Flughafenentgelt bereitgestellt werden;
- 2° die für die Flughafenentgeltfestsetzung verwendete Methode;
- 3° die Gesamtkostenstruktur hinsichtlich der Einrichtungen und Dienstleistungen, auf die sich die Flughafenentgelte beziehen;
- 4° die Erträge der verschiedenen Entgelte und Gesamtkosten der damit finanzierten Dienstleistungen;
- 5° jegliche Finanzierung durch die öffentliche Hand von Einrichtungen und Dienstleistungen, auf die sich die Flughafenentgelte beziehen;
- 6° die voraussichtliche Entwicklung der Entgelte, des Verkehrsaufkommens und beabsichtigter Investitionen am Flughafen;
- 7° die tatsächliche Nutzung der Infrastruktur und Gerätschaften des Flughafens in einem bestimmten Zeitraum; und
- 8° das absehbare Ergebnis geplanter größerer Investitionen hinsichtlich ihrer Auswirkungen auf die Flughafenkapazität.

§ 3. Die betroffenen Flughafennutzer verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der in dem vorhergehenden Paragraphen erwähnten Informationen, um dem Konzessionär ihr Gutachten per Einschreiben zu übermitteln.

Falls ein Flughafennutzer sein Gutachten nicht innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Frist unterbreitet, wird davon ausgegangen, dass der Flughafennutzer die Flughafenentgeltregelung oder die Höhe der Flughafenentgelte annimmt.

§ 4. Die betroffenen Flughafennutzer und der Konzessionär sind verpflichtet, die im Rahmen dieser Konsultation erhaltenen Informationen vertraulich zu behandeln. Zu diesem Zweck unterzeichnen der Konzessionär und die betroffenen Flughafennutzer ein Vertraulichkeitsabkommen.

Art. 5 - Im Laufe dieser Konsultation können der Konzessionär und die Flughafennutzer falls erforderlich Verhandlungen über den Abschluss einer Leistungsvereinbarung bezüglich der Qualität der am Flughafen erbrachten Dienstleistungen eingehen. In solchen Leistungsvereinbarungen ist das Niveau der vom Konzessionär zu erbringenden Dienstleistungen so festzulegen, dass der tatsächlichen Flughafenentgeltregelung oder Flughafenentgelthöhe und dem Niveau der Dienstleistungen, auf das die Flughafennutzer im Gegenzug für die Flughafenentgelte Anrecht haben, Rechnung getragen wird.

Abschnitt II — Konsultation bezüglich der Planung neuer Infrastrukturvorhaben

Art. 6 - Der Konzessionär unterbreitet den Flughafennutzern per Einschreiben die Pläne bezüglich der neuen Infrastrukturvorhaben, die eine Auswirkung auf die Flughafenentgelte haben könnten, zur Begutachtung.

Die Flughafennutzer verfügen über eine Frist von fünfzehn Tagen ab dem Erhalt der Pläne, um dem Konzessionär ihr Gutachten per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder auf elektronischem Wege über diese abzugeben.

Falls ein Flughafennutzer sein Gutachten nicht innerhalb der in dem vorhergehenden Absatz erwähnten Frist unterbreitet, wird sein Gutachten als günstig betrachtet.

KAPITEL IV — Unabhängige Flughafenaufsichtsbehörde der Wallonie

Abschnitt I — Zusammensetzung

Art. 7 - § 1. Die Behörde setzt sich aus folgenden effektiven Mitgliedern zusammen:

- 1° einem vom Minister-Präsidenten bezeichneten Mitglied;
- 2° einem vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört, bezeichneten Mitglied;
- 3° einem vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören, bezeichneten Mitglied;
- 4° einem vom Generaldirektor der operativen Generaldirektion „Mobilität und Wasserwege“ bezeichneten Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie.

Das in Punkt 3° des vorhergehenden Absatzes erwähnte Mitglied übernimmt den Vorsitz der unabhängigen Flughafenaufsichtsbehörde der Wallonie.

§ 2. Für jedes effektive Mitglied wird ein stellvertretendes Mitglied bezeichnet.

Das stellvertretende Mitglied kann als Beobachter an den Sitzungen teilnehmen, während denen das effektive Mitglied anwesend ist.

§ 3. Das Sekretariat der Behörde wird von der operativen Generaldirektion „Mobilität und Wasserwege“ des Öffentlichen Dienstes der Wallonie übernommen.

Art. 8 - Die Bezeichnung gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren. Die Mandate können erneuert werden.

Abschnitt II — Arbeitsweise

Art. 9 - Die Behörde hat ihren Sitz in Namur.

Art. 10 - Die Beratungen der Behörde sind nur dann gültig, wenn die Mehrzahl ihrer effektiven oder stellvertretenden Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse der Behörde werden mit der einfachen Stimmenmehrheit der anwesenden Mitglieder verabschiedet. Bei Stimmgleichheit gibt die Stimme des Vorsitzenden den Ausschlag.

Der Vorsitzende und die anderen Mitglieder der Behörde sind zur Geheimhaltung der Beratungen und zur Vertraulichkeit der im Rahmen ihrer Aufgabe erhaltenen Informationen verpflichtet.

Art. 11 - Die Behörde legt in ihrer allgemeinen Dienstordnung die zusätzlichen Modalitäten ihrer Arbeitsweise fest.

Abschnitt III — Einspruchsverfahren bei der Behörde

Art. 12 - § 1. Jeder Flughafennutzer kann innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* des Beschlusses des Konzessionärs zur Abänderung der Flughafenentgeltregelung oder der Höhe der Flughafenentgelte die Behörde mit einem Einspruch befasfen.

Der Einspruch bei der Behörde hat aufschiebende Wirkung.

Wenn innerhalb dieser Frist kein Einspruch erhoben wird, ist der Beschluss des Konzessionärs endgültig.

§ 2. Der Einspruch wird mittels einer Klageschrift eingelegt, die per Einschreiben an die Behörde gerichtet wird.

In der Klageschrift stehen folgende Angaben:

1° die Identität und der Wohnsitz des Flughafennutzers;

2° die Identität und der Gesellschaftssitz des betroffenen Konzessionärs;

3° der Gegenstand des Einspruches;

4° die Mittel des Einspruches.

Als Anlage zu seiner Klageschrift legt der Flughafennutzer außerdem alle Schriftstücke bei, die er für die Untersuchung des Einspruches als zweckmäßig erachtet.

Art. 13 - § 1. Innerhalb von zehn Tagen nach Eingang des Einspruches richtet die Behörde eine Empfangsbestätigung an den Flughafennutzer, übermittelt dem betroffenen Konzessionär eine Abschrift davon und verlangt von dem Konzessionär und gegebenenfalls von dem Flughafennutzer die Übermittlung der Aktenschriftstücke und aller Auskünfte und Unterlagen, die sie für zweckmäßig erachtet.

Der Flughafennutzer verfügt über eine Frist von zehn Tagen, um der Behörde die verlangten Auskünfte zu übermitteln. Wenn der Flughafennutzer nach Ablauf dieser Frist die verlangten Auskünfte nicht übermittelt hat, wird der Einspruch abgelehnt.

§ 2. Innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Anfrage übermittelt der betroffene Konzessionär dem Sekretär eine Abschrift der gefragten Schriftstücke, Auskünfte, Dokumente oder Angaben und fügt gegebenenfalls einen Bemerkungsschein insbesondere in Bezug auf das Inkrafttreten der Abänderung der Flughafenentgelte bei.

Art. 14 - Spätestens vier Wochen nach Eingang der Klageschrift fasst die Behörde einen vorläufigen Beschluss über das Inkrafttreten der Abänderung der Flughafenentgelte, es sei denn, der endgültige Beschluss kann innerhalb derselben Frist gefasst werden.

Der vorläufige Beschluss über das Inkrafttreten der Abänderung der Flughafenentgelte wird dem Flughafennutzer und dem betroffenen Konzessionär zugestellt.

Art. 15 - Der Flughafennutzer und der Konzessionär werden aufgefordert, in den Räumen der Behörde Einsicht in die Akte zu nehmen.

Art. 16 - Die Sitzungen der Behörde finden unter Ausschluss der Öffentlichkeit statt.

Die Behörde fordert den Flughafennutzer und den betroffenen Konzessionär zu einer Anhörung auf. Diese dürfen sich von einer Person ihrer Wahl vertreten oder beraten lassen.

Die Behörde kann jeden Sachverständigen anhören, dessen Konsultierung sie für zweckmäßig erachtet. Sie kann von dem Flughafennutzer oder dem Konzessionär ebenfalls die Übermittlung von Schriftstücken, Auskünften, Unterlagen und zusätzlichen Angaben verlangen, die sie für zweckmäßig erachtet; in diesem Fall werden der Flughafennutzer und der Konzessionär aufgefordert, in den Räumen der Behörde Einsicht zu nehmen, ihre Bemerkungen innerhalb der von der Behörde festgelegten Frist zu äußern und sich zu einer neuen Anhörung zu begeben.

Art. 17 - Die Behörde fasst ihren begründeten endgültigen Beschluss innerhalb von zwei Monaten nach Eingang der Klageschrift. Diese Frist kann in außerordentlichen und gebührend begründeten Fällen um zwei Monate verlängert werden.

Die Behörde fasst ihren endgültigen Beschluss in Anbetracht der in Artikel 2 festgelegten Grundsätze und Kriterien und in Anbetracht der gesamten, von den Parteien vorgelegten Unterlagen.

Der endgültige Beschluss wird dem Flughafennutzer und dem betroffenen Konzessionär zugestellt.

KAPITEL V — Schlussbestimmungen

Art. 18 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Juli 1998 zur Festlegung der Gebühren, die für die Benutzung der Flughäfen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, zu erheben sind, wird außer Kraft gesetzt.

Art. 19 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Flughäfen gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 20 - Das Dekret vom 14. Juli 2011 zur Abänderung des Dekrets vom 23. Juni 1994 über die Schaffung und den Betrieb von Flughäfen und Flugplätzen, die unter die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, tritt am Tag des Inkrafttretens vorliegenden Erlasses in Kraft.

Art. 21 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Namur, den 8. September 2011

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2011 — 2543

[2011/204757]

8 SEPTEMBER 2011. — Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoering van artikel 5bis van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, inzonderheid op artikel 5bis ervan, zoals ingevoegd bij het decreet van 14 juli 2011;

Gelet op het decreet van 14 juli 2011 tot wijziging van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens en vliegvelden, inzonderheid op artikel 5;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 2 maart 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 2011;

Gelet op advies 50.162/2/V van de Raad van State, gegeven op 29 augustus 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, binnen een termijn van hoogstens dertig dagen;

Overwegende dat dit besluit tot doel heeft de omzetting van Richtlijn 2009/12/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 inzake luchthavengelden;

Overwegende dat de omzettingstermijn van deze Richtlijn op 15 maart 2011 vervalft;

Overwegende dat het nodig is om de voorgestelde tekst zo spoedig mogelijk goed te keuren en in werking te doen treden, om een ingebrekestelling van het Waalse Gewest door de Europese Commissie en de aanhangigmaking van het Hof van Justitie van de Europese Unie te vermijden;

Gelet op de Mededeling van de Commissie van 9 december 2005, « Richtsnoeren voor financiering van luchthavens en aanloopsteun van de overheid voor luchtvaartmaatschappijen met een regionale luchthaven als thuishaven »;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor Luchthavens;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit besluit zet Richtlijn 2009/12/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 11 maart 2009 inzake luchthavengelden om.

Art. 1bis. Dit besluit is van toepassing op iedere luchthaven die openstaat voor commercieel verkeer en die jaarlijks niet meer dan vijf miljoen passagiersbewegingen telt.

HOOFDSTUK II. — *Modaliteiten voor de vaststelling van de luchthavengelden*

Afdeling I. — Non-discriminatie

Art. 2. De luchthavengelden kunnen niet leiden tot discriminatie tussen de gebruikers van de luchthaven.

De luchthavengelden kunnen evenwel worden aangepast voor redenen van openbaar nut en van algemeen belang, milieuredenen inbegrepen, op basis van relevante, objectieve en transparante criteria bepaald door de concessiehouder.

Afdeling II. — Differentiatie van de diensten

Art. 3. § 1. De concessiehouder kan de kwaliteit en het toepassingsgebied van sommige diensten, terminals of onderdelen van terminals van de luchthaven doen variëren om persoonlijke diensten aan te bieden of om een terminal of onderdeel van terminal tot een bijzonder gebruik te bestemmen.

Het niveau van de luchthavengelden kan verschillen naar gelang van de kwaliteit en het toepassingsgebied van deze diensten en van hun kosten of van elke andere objectieve en transparante verantwoording.

§ 2. De concessiehouder geeft toegang tot deze persoonlijke diensten, tot deze terminal of onderdeel van terminal aan elke luchthavengebruiker die ervan gebruik wenst te maken.

Indien het aantal luchthavengebruikers die toegang wensen te hebben tot de persoonlijke diensten en/of tot een terminal of onderdeel van terminal bestemd voor een bijzonder gebruik, hoger is dan het maximum aantal gebruikers omwille capaciteitseisen, wordt de toegang vastgesteld op basis van relevante, objectieve, transparante en niet-discriminerende criteria bepaald door de concessiehouder.

HOOFDSTUK III. — *Raadpleging van de luchthavengebruikers*

Afdeling I. — Jaarlijkse raadpleging betreffende de toepassing van het systeem en het niveau van de luchthavengelden

Art. 4. § 1. Tegen 1 oktober van ieder jaar delen de betrokken luchthavengebruikers de volgende informatie aan de concessiehouders mee :

1° de verkeersvoorzichten in de komende drie jaar;

2° de voorzichten betreffende de samenstelling en het geplande gebruik van hun vloot;

3° hun ontwikkelingsprojecten op de betrokken luchthaven; en

4° hun behoeften op de betrokken luchthaven.

§ 2. Uiterlijk drie maanden na ontvangst van de gegevens bedoeld in de vorige paragraaf, deelt de concessiehouder, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht of per e-mail, informatie aan de betrokken luchthavengebruikers mee, die als basis dienen voor de vaststelling van het systeem of van het niveau van alle geïnde luchthavengelden. Deze informatie bevat minstens :

1° een lijst van de verschillende diensten en infrastructuren die in ruil voor het geïnde luchthavengeld ter beschikking worden gesteld;

2° de gebruikte methodologie voor het vaststellen van de luchthavengelden;

3° de algemene kostenstructuur in verband met de installaties en diensten waarop de luchthavengelden betrekking hebben;

4° de opbrengsten uit de verschillende luchthavengelden en de totale kosten van de diensten gedekt door de luchthavengelden;

5° elke financiering door de openbare besturen van de installaties en diensten waarop de luchthavengelden betrekking hebben;

6° de vooruitzichten betreffende de situatie van de luchthaven ten aanzien van de luchthavengelden, de ontwikkelingen van het verkeer alsmede de voorgestelde investeringen;

7° het werkelijke gebruik van de luchthaven infrastructuur en -uitrusting tijdens een bepaalde duur; en

8° het verwachte resultaat van elke belangrijke voorgestelde investering wat betreft de gevolgen ervan op de capaciteit van de luchthaven.

§ 3. De betrokken luchthavengebruikers beschikken over een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de informatie bedoeld in de vorige paragraaf om hun advies bij aangetekend schrijven in te dienen bij de concessiehouder.

Als een luchthavengebruiker zijn advies niet verleent binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt geacht dat hij het systeem en het niveau van de luchthavengelden heeft aanvaard.

§ 4. De betrokken gebruikers en de concessiehouder zijn gehouden tot geheimhouding van de in het kader van deze raadpleging ontvangen informatie. Daartoe wordt een vertrouwelijkheidscontract ondertekend door de concessiehouder en de betrokken luchthavengebruikers.

Art. 5. Tijdens de raadpleging kunnen de concessiehouder en de luchthavengebruikers, indien nodig, ook onderhandelingen beginnen met het oog op de sluiting van een overeenkomst inzake het niveau van dienstverlening betreffende de kwaliteit van de dienstverlening in het luchthaven. In een dergelijke overeenkomst inzake het niveau van dienstverlening wordt het niveau aangegeven van de diensten die door de concessiehouder moet worden aangeboden, rekening houdend met het feitelijke systeem of het niveau van de luchthavengelden en van het niveau van dienstverlening waarop de luchthavengebruikers in ruil voor de luchthavengelden recht hebben.

Afdeling II. — Raadpleging betreffende nieuwe infrastructuurprojecten

Art. 6. De concessiehouder legt voor advies aan de luchthavengebruikers de plannen bij aangetekend schrijven voor betreffende de nieuwe infrastructuurprojecten met een mogelijke weerslag op de luchthavengelden.

De luchthavengebruikers beschikken over een termijn van vijftien dagen te rekenen vanaf de ontvangst van de plannen om hun advies erover te verlenen aan de concessiehouder, bij aangetekend schrijven met ontvangstbericht of per e-mail.

Als een luchthavengebruiker zijn advies niet verleent binnen de termijn bedoeld in het vorige lid, wordt het als gunstig verklaard.

HOOFDSTUK IV. — Waalse onafhankelijke toezichthoudende luchthavenautoriteit

Afdeling I. — Samenstelling

Art. 7. § 1. De Autoriteit bestaat uit de volgende gewone leden :

1° een lid aangewezen door de Minister-President;

2° een lid aangewezen door de Minister bevoegd voor de Begroting;

3° een lid aangewezen door de Minister bevoegd voor de Luchthavens;

4° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst aangewezen door de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen.

Het lid bedoeld in 3° van het vorige lid neemt het voorzitterschap van de Waalse onafhankelijke toezichthoudende luchthavenautoriteit waar.

§ 2. Een plaatsvervangend lid wordt voor elk gewoon lid aangewezen.

Het plaatsvervangend lid kan als waarnemer de vergaderingen bijwonen, waarop het gewoon lid aanwezig is.

§ 3. Het secretariaat van de Autoriteit wordt waargenomen door het Operationeel Directoraat-generaal Mobiliteit en Waterwegen van de Waalse Overheidsdienst.

Art. 8. De aanwijzing geldt voor vijf jaar. De mandaten zijn hernieuwbaar.

Afdeling II. — Werking

Art. 9. De Autoriteit zetelt in Namen.

Art. 10. De Autoriteit beraadslaagt slechts op geldige wijze in de aanwezigheid van de meerderheid van de gewone of plaatsvervangende leden.

De beslissingen van de Autoriteit worden genomen bij gewone meerderheid van de stemmen van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

De voorzitter en de andere leden van de Autoriteit zijn gehouden tot geheimhouding van de beslissingen en tot vertrouwelijkheid van de tijdens hun opdracht ontvangen informatie.

Art. 11. In haar huishoudelijk reglement legt de Autoriteit de aanvullende modaliteiten van haar werking vast.

Afdeling III. — Beroepsprocedure voor de Autoriteit

Art. 12. § 1. Binnen vijftien dagen na bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de beslissing van de concessiehouder houdende wijziging van het systeem of van het niveau van de luchthavengelden, kan elke luchthavengebruiker een beroep instellen bij de Autoriteit.

Het beroep voor de Autoriteit heeft geen schorsende werking.

Bij gebrek aan beroep binnen die termijn, is de beslissing van de concessiehouder definitief.

§ 2. Het beroep wordt d.m.v. een aangetekend schrijven aan de Autoriteit gericht.

Het verzoek vermeldt :

1° de identiteit en de woonplaats van de luchthavengebruiker;

2° de identiteit en de zetel van de betrokken concessiehouder;

3° het voorwerp van het beroep;

4° de middelen van het beroep.

De luchthavengebruiker laat zijn verzoek bovendien vergezeld gaan van alle stukken die hij nuttig acht voor de behandeling van het beroep.

Art. 13. § 1. Binnen tien dagen na ontvangst van het verzoek, richt de Autoriteit een bericht van ontvangst aan de luchthavengebruiker, maakt een afschrift van het beroep aan de betrokken concessiehouder over en eist van de concessiehouder en, in voorkomend geval, van de gebruiker, de mededeling van de stukken van het dossier en alle informatie en documenten die zij nuttig acht.

De luchthavengebruiker beschikt over een termijn van tien dagen om de gevraagde inlichtingen aan de Autoriteit over te maken. Indien de luchthavengebruiker de gevraagde inlichtingen op het eind van de termijn niet heeft overgemaakt, wordt het beroep verworpen.

§ 2. Binnen vijftien dagen na de aanvraag, bezorgt de betrokken concessiehouder een afschrift van de gevraagde stukken, inlichtingen, documenten of gegevens aan de secretaris, en voegt er, in komend geval, een nota met opmerkingen bij die met name betrekking heeft op de inwerkingtreding van de wijziging van de luchthavengelden.

Art. 14. Hoogstens vier weken na ontvangst van het verzoek, neemt de Autoriteit een voorlopige beslissing over de inwerkingtreding van de wijziging van luchthavengelden, tenzij de definitieve beslissing kan worden genomen binnen dezelfde termijn.

De voorlopige beslissing betreffende de inwerkingtreding van de wijziging van de luchthavengelden wordt meegedeeld aan de luchthavengebruiker en aan de betrokken concessiehouder.

Art. 15. De gebruiker en de concessiehouder worden uitgenodigd kennis te nemen van het dossier in de lokalen van de Autoriteit.

Art. 16. De Autoriteit zetelt met gesloten deuren.

Ze roept de luchthavengebruiker en de betrokken concessiehouder op voor een verhoor. Deze mogen zich laten vertegenwoordigen of bijstaan door een persoon van hun keuze.

De Autoriteit mag alle deskundigen horen van wie zij het advies nuttig acht. Ze mag de luchthavengebruiker of de concessiehouder ook verzoeken om de overlegging van alle bijkomende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens die zij nuttig acht; in dit geval worden de gebruiker en de concessiehouder uitgenodigd om kennis ervan te nemen in de lokalen van de Autoriteit, om hun opmerkingen binnen de door de Autoriteit bepaalde termijn te formuleren en tot een nieuw verhoor.

Art. 17. De Autoriteit neemt haar met redenen omklede definitieve beslissing binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek. In uitzonderlijke en naar behoren gemotiveerde gevallen kan deze termijn met twee maanden worden verlengd.

De Autoriteit neemt haar definitieve beslissing in het licht van de beginselen en criteria bepaald in artikel 2 en in het zicht van alle documenten verstrekt door de partijen.

De definitieve beslissing wordt meegedeeld aan de luchthavengebruiker en aan de betrokken concessiehouder.

HOOFDSTUK V. — Slotbepalingen

Art. 18. Het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1988 tot vaststelling van de heffingen voor het gebruik van de luchthavens die onder het Waalse Gewest ressorteren, wordt opgeheven.

Art. 19. De Minister bevoegd voor Luchthavens is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 20. Het decreet van 14 juli 2011 houdende wijziging van het decreet van 23 juni 1994 betreffende de oprichting en de uitbating van de onder het Waalse Gewest ressorterende luchthavens treedt in werking de dag van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 21. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 8 september 2011.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE